

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 13 Séance du 7 octobre 2025

Délibération n°ARBNA-2025-84

**Objet : Suppression d'un emploi permanent de Catégorie A
« Eviter Réduire Compenser »**

DATE DE LA CONVOCATION : 22 septembre 2025

| | |
|--|---|
| Administrateurs PRESENTS : | Région nouvelle Aquitaine : Guillaume RIOU, Sophie WEBER, Eric SOULAT, Elise LAURENT-GUEGAN Office Français Biodiversité : Emmanuel DIDON Direction Régionale Environnement Aménagement Logement : Vincent DORDAIN Agence de l'Eau Adour Garonne : Manuella BROUSSEY (délégation de pouvoir à M. RIOU) Grand Poitiers : Dany COINEAU France Nature Environnement Nouvelle Aquitaine : Serge URBANO (délégation de pouvoir à M. LE GALL) Conseil Départemental 33 : Carole GUERE Conservatoire Botanique National Sud Atlantique : Coralie PRADEL Centre National Propriété Forestière Nouvelle Aquitaine : Luc Olivier DELEBECQUE LPO : Olivier LE GALL Union Régionale Conseil Architecture Urbanisme et Environnement : Céline MASSA Réserves Naturelles de France : Kévin LELARGE Fédération Régionale des Chasseurs : Jean-Francis SEGUY Représentant du personnel : Emilie PÉRIÉ, Frédéric MONTIGNY |
| Administrateurs ABSENTS ou EXCUSES : | Conseil Départemental 24 : Pascal BOURDEAU, Florence GAUTHIER Parc Naturel Régional Millevalles : Catherine HORNEBECK Conservatoire des Espaces Naturels : Fabrice GREZE Association Régionale Pêche et Protection des Milieux Aquatiques en Nouvelle Aquitaine : Gilles BRICHET Fédération Régionale de l'agriculture biologique : Jérôme KELLER Soltena : Marc-Yvan LAROYE Chambre Régionale d'Agriculture Nouvelle Aquitaine : Christian DANIAU Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel : Christian ARTHUR |
| Invités présents | OFB : Véronique CESARI ; DREAL : Marie ROZAT, CD 24 : Cathy PRIGENT, ARB NA : Géraldine SIMON, Yvonnick GUINARD, Emilie MARTINEAU, Tiffany HERAUD-LEGER, Carine FORTIN. |
| Secrétaire de séance | Vincent DORDAIN - DREAL |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le tableau des effectifs existant,

En l'attente du Comité Social Territorial en date du 4 novembre 2025,

Vu la délibération n°8 du 13 juillet 2023 pour création d'emploi permanent de catégorie A du poste de chargé de mission « Eviter Réduire Compenser »,

Le Président rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Considérant la nécessité de supprimer l'emploi permanent correspondant au grade d'ingénieur pour des raisons budgétaires, l'emploi étant actuellement vacant,

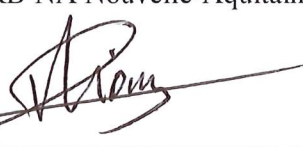
Ouie cet exposé et après en avoir débattu, le conseil d'administration

DECIDE

De la suppression d'un emploi permanent correspondant au grade d'ingénieur (filière technique, catégorie A), à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires pour exercer les fonctions de chargé de mission « Eviter Réduire Compenser », sous réserve d'un avis favorable du CST

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 7 octobre 2025

Nombre de votants : 16
Nombre de pour : 15
Nombre d'abstention : 1
Nombre de contre : 0

| | |
|--|--|
| <i>La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne</i> | Fait à Chasseneuil du Poitou, le 7 octobre 2025 Le président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine Guillaume RIOU  |
|--|--|

Le Président de l'ARBNA certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr."

En annexe le tableau des effectifs modifié.